

MOUVEMENTS ANTI MONDIALISATION (10 09 04)

Les Limites d'un pouvoir de contestation tracent les frontières de l'action violente

DOHA, LES LIMITES DE L'ANTI MONDIALISATION



En se séparant, le 14 Novembre 2001 après de laborieuses tractations, les 142 pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont poussé un soupir de soulagement : Les incidents de Seattle et de Gênes avaient été évités. Démonstration était faite que les groupes hétérogènes qui composent le camp des anti mondialistes étaient parvenus aux limites de leur pouvoir de contestation.

Les mesures policières prises par l'émirat du Qatar avaient sans aucun doute joué un rôle de dissuasion ; mais surtout, la volonté de presque tous les gouvernements de la planète d'aboutir à des compromis acceptables par tous avait permis de débloquent la majorité des textes de synthèse. Comme toujours en pareil cas, la bouteille était à moitié vide ou à moitié pleine. Cependant l'accord essentiel obtenu de justesse après prolongations pour le lancement d'un nouveau cycle de négociations venait à point pour couper l'herbe sous les pieds des contestataires désunis, soit que leurs revendications sectorielles aient été considérées comme marginales par rapport aux questions planétaires en jeu, soit que certains groupes aient préféré faire prévaloir des idéologies gauchistes sur des intérêts commerciaux dispersés. La logique libérale qui sous tendait l'esprit des négociations n'avait pas pu être remise en question.

Un Multilatéralisme de façade

De ce point de vue, tous les sujets abordés sans exception ont consacré une mondialisation de fait qui excluait d'emblée toute mesure protectionniste prise à l'échelon national. Les vieilles habitudes européennes de diplomatie bilatérale battues en brèche, Doha consacrait, en apparence, le triomphe du multilatéralisme donc de la doctrine imposée par Woodrow Wilson après le premier conflit mondial. Jusqu'à l'arrivée de G.W. Bush à la Maison Blanche, les conversations multilatérales avaient toujours eu la préférence de la diplomatie américaine sauf lorsqu'il s'était agi du partage d'influence de la planète entre les deux super puissances depuis Yalta, où Churchill eût certes son mot à dire mais où la Grande-Bretagne se contenta de faire de la figuration.

A cet égard, la réunion de Doha est apparue comme un succès tant les craintes américaines étaient fortes de voir un retour à des pratiques protectionnistes et un regain des nationalismes. D'un autre côté, les américains qui avaient été intraitables à Kyoto sur les questions d'environnement, se trouvaient fragilisés après le coup du 11 septembre. Soucieux de rassembler derrière eux un maximum d'états pour soutenir leur lutte contre le terrorisme, ils s'étaient montrés beaucoup plus souples sur les dossiers les plus brûlants comme le dossier agricole ou le dossier des médicaments génériques. L'accord de Doha sur ce sujet a fait date pour les pays les plus démunis et les plus atteints par le Sida. Quelques semaines plus tard, il est vrai, les américains avaient oublié Doha et les principes qu'ils y avaient défendus. Protectionnisme et nationalisme marquaient des décisions comme la taxation des aciers importés.

Le Clivage Agricole

Le dossier agricole présentait un risque pour les pays de la Communauté Européenne, d'autant plus grand que les Quinze s'étaient assis à la table des négociations en ordre dispersé. Certains d'entre eux comme l'Allemagne, plaidaient même pour que les pays les plus concernés de la communauté comme la France, consentent un effort sur l'épineuse question des subventions. A quelques mois de consultations électorales importantes, ni le président de la République française, ni son Premier Ministre ne pouvaient se permettre le moindre faux pas qui aurait ressemblé à un abandon de la politique qui avait servi de socle à l'Europe des six et aurait renié l'essentiel du texte fondateur du traité de Rome. La formulation européenne sur les subventions agricoles avait été repoussée par les Etats-Unis, ce qui était compréhensible, mais même par le groupe de Cairns (Association des 18 pays exportateurs agricoles dont le Canada et l'Argentine), ainsi que par les pays du Sud. La formule de retrait progressif des subventions, refusée par la France, avait été adoucie in extremis par les négociateurs de l'OMC par une astuce de langage qui repoussait aux calendes l'adoption de tout calendrier.

Doha avait consacré l'oubli des orages de Seattle et de Gênes et on comprend mieux, à la lecture du communiqué final, le dépit des idéologues de l'anti mondialisation. Le combat pour la bonne " bouffe " contre les " Macdo " semblait quelque peu marginal et folklorique alors que Doha avait relégué le " social " derrière l' " économique ".

Dès lors, la mondialisation engageait clairement la planète du côté d'une idéologie libérale qui laissait la porte ouverte au social mais la fermait au socialisme.

La cinquième conférence ministérielle de Cancun, du 10 au 15 septembre 2003 s'était soldée par une impasse et aucun accord n'avait pu être trouvé notamment en ce qui concerne le problème des subventions accordées par les pays riches à leur production agricole, au détriment des pays en voie de développement. Après dix mois de tractations sous l'égide de l'OMC, les 147 pays membres ont enfin trouvé un terrain d'entente dans la nuit du 31 juillet au 1er août 2004. Leurs représentants ont adopté un ensemble de "cadres et autres accords" concernant notamment le secteur agricole. Début septembre 2004, l'OMC autorisait même l'Union Européenne, le Brésil, le Canada, le Mexique, le Chili, l'Inde et la Corée du Sud à infliger aux Etats-Unis des pénalités de l'ordre de 150 millions de dollars si Washington refusait de supprimer un amendement du Congrès connu sous le nom d'amendement Byrd fixant des taxes à l'importation sur des produits agricoles comme le coton ou industriels comme l'acier ou accordant des subventions aux producteurs nationaux.

Géopolitis

www.geopolitis.net